

Office de la culture – Hôtel des Halles, cp 64, 2900 Porrentruy 2

Hôtel des Halles
9, rue Pierre-Péquignat
Case postale 64
CH-2900 Porrentruy 2

t +41 32 420 84 10 / 00
f +41 32 420 84 99
bibliotheque.cantonale@jura.ch

Mme Simonetta Sommaruga
Cheffe du Département fédéral de justice et police (DFJP)
Revision_URG@ipi.ch

Porrentruy, le 8 mars 2016

N. Réf. : 0360 02 BIS

Prise de position de la Bibliothèque cantonale jurassienne concernant deux traités de l'Organisation Mondiale de la Propriété intellectuelle et le projet de révision de la LDA mis en consultation

Madame la Conseillère fédérale,

Nous vous transmettons la position de la Bibliothèque cantonale jurassienne sur la consultation de deux traités de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) et les modifications de la loi sur le droit d'auteur (LDA ; RS 231.1).

Les deux traités de l'OMPI mis en consultation sont le Traité de Beijing sur les interprétations et exécutions audiovisuelles qui améliore, au niveau international, la situation des acteurs en leur accordant le même niveau de protection que celui octroyé aux chanteurs et aux musiciens et le Traité de Marrakech visant à faciliter l'accès des aveugles, des déficients visuels et des personnes ayant d'autres difficultés de lecture des textes imprimés aux œuvres publiées. La législation Suisse satisfait déjà aux exigences découlant des deux traités.

La loi sur le droit d'auteur, quant à elle, propose certaines améliorations et nous tenons tout d'abord à saluer les efforts du Conseil fédéral pour adapter en partie cette loi à l'ère du numérique. La Bibliothèque cantonale jurassienne est satisfaite que le Conseil fédéral établisse des règles qui permettent de trouver un équilibre entre les intérêts des auteurs et ceux des utilisateurs d'œuvres.

Cependant, à notre avis, certains articles du projet LDA doivent être modifiés, précisés ou clarifiés.

Art. 13 P-LDA

Nous sommes opposés à l'introduction d'un nouveau droit de prêt en bibliothèque au sens de l'art. 13, al. 1, P-LDA.

La mise en place de tels droits de prêt en bibliothèque (« tantième des bibliothèques ») entraînerait une importante charge administrative et financière supplémentaire pour les bibliothèques et les autres institutions, comme par exemple les archives et les institutions d'enseignement. L'ampleur de cette nouvelle charge financière n'est absolument pas clarifiée. Si on se base sur les projections établies par l'Association Bibliothèque Information Suisse (BIS), pour les bibliothèques publiques du canton du Jura, les coûts annuels pourraient se situer entre 22'500 et 450'000 francs (en comptant environ 450'000 prêts en se basant sur les tarifs allemands et français). C'est insoutenable pour les bibliothèques. Et à l'heure des économies et des réductions budgétaires, la collectivité n'assumera pas cette nouvelle charge. De plus, le surplus de travail

que représentent la collecte des données, la négociation et la répartition des coûts avec les cantons est trop grand au vu du montant comparativement modeste qui pourrait être distribué aux auteurs suisses. La proportion élevée de littérature étrangère dans les bibliothèques aurait pour conséquence que la plus grande partie des recettes devrait être versée à des sociétés étrangères de gestion des droits d'auteur. Un changement de système où l'on passerait du droit de location au droit de prêt entraînerait un glissement de la péréquation des intérêts dans la loi sur le droit auteur, un glissement qui se ferait au détriment des usagers. La promotion de la littérature est intégrée au message culture : elle fait partie des mesures d'encouragement ciblées de la Confédération, des cantons et des villes, et non à travers le droit d'auteur. En Suisse, en 2014, les bibliothèques publiques ont acheté des médias pour un montant de 192 millions de francs. La rémunération qui en résulte pour les autrices et auteurs s'élève à quelques 19,2 millions de francs. De plus, les bibliothèques sont les promoteurs les plus importants de la littérature et organisent régulièrement des rencontres et des lectures. Ces manifestations rapportent aux autrices et auteurs 3,1 millions supplémentaires.

Art. 22b P-LDA – Utilisation d'œuvres orphelines

Nous saluons expressément la nouvelle réglementation de l'utilisation des œuvres orphelines. Nous recommandons toutefois une obligation pour les sociétés de gestion de tenir un registre et nous opposons à une obligation d'obtenir de ces dernières une autorisation.

Art. 22b, al.5

«Les sociétés de gestion administrent et publient des registres dans lesquels elles inscrivent les œuvres qui sont considérées comme orphelines.»

Nous sommes en revanche critiques à l'égard de la réserve d'autorisation des sociétés de gestion prévue par l'art. 22b al. 1 let. c P-LDA. Il n'y avait jusqu'alors qu'une obligation d'annonce pour les utilisations. Nous sommes tout à fait convaincus qu'une obligation d'obtenir l'autorisation des sociétés de gestion n'apporte de plus-value ni pour les auteurs ni pour les utilisateurs, et proposons donc de prévoir une simple obligation d'annonce en lieu et place d'une obligation d'obtenir l'autorisation.

En lien avec la réglementation proposée, nous souhaitons en outre souligner qu'il existe une problématique supplémentaire pour les œuvres dont la diffusion ou l'édition est abandonnée, lorsque l'auteur a entièrement transmis les droits sur son œuvre à l'éditeur et lorsque ce dernier, en raison de la nature dispositive de l'art. 382 al. 1 CO, s'est également réservé le droit de disposer de l'œuvre lorsque sa diffusion ou son édition est abandonnée. Nous proposons donc d'examiner si cette disposition peut être rendue impérative au regard de l'art. 382 al. 1 CO, afin qu'en pratique, une œuvre dont l'édition ou la diffusion a été abandonnée puisse être utilisée par son auteur malgré la cession complète des droits à l'éditeur et puisse par exemple être mise à disposition en ligne. Pour ce qui est de l'art. 382 CO en relation avec les œuvres scientifiques, nous renvoyons à la demande formulée ci-après de mise en place d'un droit impératif de deuxième publication.

Art. 24d P-LDA – Utilisation d'œuvres à des fins scientifiques

Nous saluons sur le principe la réglementation de l'usage scientifique. Nous nous opposons toutefois à une obligation de rémunérer.

Nous sommes d'avis que la mise en place d'une restriction en faveur de l'utilisation à des fins scientifiques n'est pas souhaitable. Tout le monde doit être traité sur un pied d'égalité pour ce qui est de la consultation des documents. La possibilité d'utiliser des œuvres ne devrait pas dépendre du fait que l'utilisation a vocation scientifique ou non. Par conséquent, l'utilisation des œuvres pour un traitement technologique, par exemple le data mining, devrait être ouverte à tout un chacun, sans restriction. La disposition correspondante de la LDA devrait dès lors être corrélée au traitement technologique, et non à l'utilisateur et à la finalité de ses travaux. Nous rejetons en outre la rémunération proposée dans le projet au motif qu'elle a un effet prohibitif et entrave donc l'objectif primaire de l'utilisation.

La recherche et la diffusion de ses résultats sont déjà financées en grande partie par des fonds publics, et les bibliothèques doivent payer les licences pour les bases de données scientifiques, les journaux électroniques et les autres médias électroniques (sauf s'il s'agit d'œuvres en libre accès). Une rémunération supplémentaire pour l'utilisation de textes dans le cadre du TDM impliquerait une charge supplémentaire pour la collectivité dans le domaine scientifique et de la publication (*triple dip*). Nous soulignons que dans les pays de *common law*, la réglementation équivalente (*fair use* et *fair dealing*) ne prévoit pas le versement d'une rémunération. Une obligation de payer lors de l'utilisation d'une œuvre à des fins scientifiques aurait ainsi pour effet de

défavoriser la place scientifique suisse et la recherche en Suisse par rapport à l'étranger. A l'heure du « big data », il nous paraît en outre peu réaliste de vouloir procéder à une distribution juste des recettes à un nombre incalculable d'auteurs.

Art. 37a P-LDA – Droits de la personne qui réalise une photographie de presse

Nous rejetons le principe d'un nouveau droit protégeant les œuvres des photographes de presse.

Les photographies constituent des œuvres protégées dans la mesure où elles entrent dans le champ de l'art. 2 LDA. Nous sommes d'avis qu'il n'est pas nécessaire de prévoir une protection supplémentaire pour les photographies de presse dans la LDA. L'art. 37a al. 2 P-LDA n'apporte en outre aucune clarification permettant de mieux différencier les photographies protégées de celles qui ne le sont pas. L'art. 5 LCD offre par ailleurs déjà une protection contre l'utilisation sans autorisation de photographies de presse et d'autres photographies.

Art. 51 al. 1^{bis} et 1^{er} P-LDA

Nous rejetons l'introduction de nouvelles sources de frais administratifs et financiers en lien avec la transmission de renseignements aux sociétés de gestion prévue à l'art. 51 Abs. 1^{bis} P-LDA.

Du point de vue de l'utilisateur, nous craignons que cette réglementation ne cause des frais financiers et administratifs supplémentaires difficilement estimables. Les sociétés de gestion n'ont pas besoin d'une modification de la loi et peuvent déjà, dans leur propre intérêt, mettre à disposition des utilisateurs les outils nécessaires pour la transmission électronique de renseignements. A titre d'alternative, nous proposons que les sociétés de gestion mettent à disposition certaines données, par exemple concernant les œuvres et leurs auteurs, afin de faciliter pour les utilisateurs les tâches de recherche en vue d'établir un décompte électronique.

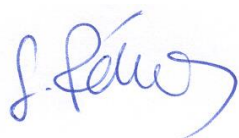
Demandes complémentaires

Art. 29 LDA Raccourcissement considérable du délai de protection du droit d'auteur

Il est incompréhensible et anormal que, de nos jours, le délai de protection du droit d'auteur, qui est fixé à 70 ans après le décès de l'auteur, protège non seulement à vie l'auteur lui-même, mais encore parfois les trois générations suivantes sur le plan du droit d'auteur et sur le plan financier. Il faudrait éviter que, pour protéger les intérêts économiques de quelques rares ayants droit d'œuvres effectivement profitables, le fonds culturel de plusieurs générations ne soit pas librement accessible au public. D'autres pays, par exemple le Japon, la Nouvelle-Zélande et le Canada, ont d'ores et déjà raccourci le délai de protection. Nous plaçons pour un raccourcissement nettement plus important du délai de protection, qui se limiterait à l'auteur et à la génération suivante, soit 20 ans après le décès de l'auteur.

Indépendamment du projet soumis à consultation, il nous semble qu'un aspect important est absent du projet de loi. Il s'agit du droit impératif de deuxième publication. Le Secrétariat d'Etat à la formation, à la recherche et à l'innovation (SEFRI) a chargé swissuniversities de chapeauter une stratégie nationale d'open access en vue de promouvoir cette approche et d'améliorer la transparence des coûts en matière de dépenses publiques dans le domaine des publications scientifiques. Nous demandons que soit introduit dans la loi sur le droit d'auteur un droit impératif de deuxième publication.

Nous vous remercions d'avoir pris connaissance de nos remarques dans le cadre de la procédure de consultation et vous prions de recevoir, Madame la Conseillère fédérale, mes salutations les meilleures.



Géraldine Rérat-Ouvray
Bibliothécaire cantonale

Copie à : sab@sabclp.ch et info@bis.ch